CAVALERIE BLINDEE

La lettre numérique trimestrielle de la cavalerie

SOMMAIRE

Doctrine

La doctrine, pourquoi faire ? 3
par le CES de PERETTI
Le tir de la Cavalerie Blindée 3
par le LCL BOURION

Technologie et armements

De nouvelles munitions pour le char LECLERC 4
par le LCL TOLLEMER
L'AMX 10 RCR SEPAR 4
par le CES (TA) COLOMBANI

Formation

Du rôle de notre école 5
par le LCL d'EIMAR de JABRUN
1er RCA : le renouveau du tir 5
par le LCL BOUAULT
Les missions de formation de l'Armor Branch School (ABS) 5
par le LCL BOURION

Les unités ont la parole

Des cimes de Kapisa au massif du Dévoluy 6
par le COL de COURREGES
L'apport de la cavalerie blindée dans l'action en zone montagneuse 6
par le LCL FATINET
L'intégration blindée dans un dispositif de protection face à une foule hostile 6
par le CNE BINNENDIJK
Aide à l'engagement : 6
par le CNE FLORE

Etranger

La cavalerie britannique 7
par le CBA BLANQUEFORT

La doctrine, pourquoi faire ?

La doctrine est avant tout un outil de cohérence. En effet, lorsqu'elle est connue des cadres et cohérente entre les diverses branches qui la composent, la doctrine représente la culture commune des chefs de tous niveaux. Cette culture commune facilite (voire même rend possible) la compréhension des ordres, notamment la rapidité de compréhension lorsque la situation est critique. La connaissance de la doctrine est donc une condition fondamentale de la marge d'initiative donnée par un chef à ses subordonnés, de même qu'elle permet l'émission d'ordres concis qui ne détaillent pas tout ce qui est déjà « connu ». Lire la suite

Le tir de la Cavalerie Blindée

La politique de tir des unités de cavalerie blindée…

La politique de tir, validée par le général pilote de domaine de spécialités « combat des blindés » et commandant l'école de cavalerie (EC), a pour objectif d'assurer le juste niveau de compétence en tir des unités blindées (11 régiments et 6 escadrons d'éclairage et d'investigation - EEI) en édictant des références d'instruction, d'entrainement et de contrôle qui sont en cohérence avec le cycle de préparation opérationnelle et les parcours normés du CFT. Régiment relevant du chantier « évaluation », le 1er RCA de Canjuers aux ordres du CCPF de Mailly est chargé du contrôle national des unités.

Elément essentiel de la préparation opérationnelle au tir des tireurs, équipages, pelotons et escadrons de la Cavalerie Blindée (CB) afin de s'assurer de leur aptitude à remplir leur mission en projection, la politique du tir est conçue par la Direction des Etudes et de la Prospective de l'EC en collaboration avec le 1er RCA et les différentes unités de la CB. Deux commissions se déroulent chaque année et réunissent les différents acteurs du tir : une commission restreinte avec les organismes centraux en décembre et une commission plénière avec les officiers de tir et maîtres de tir des unités de la CB en juin. Lire la suite

De nouvelles munitions pour le char LECLERC.

Le char LECLERC a été défini dans les années 80 et mis en service dans l'armée de Terre française dans les années 90 avec seulement deux types de munitions guerre, destinées à arrêter les vagues de blindés du pacte de Varsovie : l'obus flèche F1 (OFL F1) et l'obus explosif charge creuse (OECC). Ces deux munitions permettaient de percer tous les blindés de cette époque, y compris ceux équipés de blindage réactif.
Mais rapidement, l'environnement du char et les missions qui lui sont dévolues ont évolué, avec de plus des cibles potentielles plus variées. Dès les opérations au Kosovo, en 1999, la nécessité de disposer d'une munition anti-personnelle était apparue. Dans les années 2000, la multiplication des conflits ayant pour cadre la zone urbaine a confirmé ce besoin et l'a complété par un besoin anti-infrastructure et de tir à courte distance.

L'obus explosif (OE) de 120mm pour char LECLERC a ainsi été développé et est maintenant disponible pour les opérations. Le projectile de 16kg, dont plus de 3kg d'explosif, génère à l'impact un souffle puissant et plusieurs milliers d'éclats lui donnant une capacité anti personnel, anti-infrastructure et anti-blindé léger (voir ci-contre).

Lire la suite

L'AMX 10 RCR SEPAR[1]

Des cavaliers mieux protégés…mais toujours manœuvrant !

Les conflits récents et actuels ont mis en évidence le besoin de protection des équipages[2], et par voie de conséquence, d'amélioration de la survivabilité des véhicules. Afin d'améliorer la protection des équipages AMX 10 RCR engagés au sein de l'opération extérieure PAMIR l'état-major des armées a demandé en 2010 la réalisation en urgence opérationnelle d'équipements de protection contre les mines et les engins explosifs improvisés (EEI) visant à réduire les dommages directs ou indirects des attaques de l'adversaire. Dans ce cadre, des AMX 10 RCR équipés du SEPAR sont déployés en Afghanistan depuis novembre 2011. Lire la suite

[1] SystèmE de Protection EEI pour AMX 10RCR. Le mot « Separ » signifie « bouclier » en persan.

[2] La protection inclût l'intégrité de l'habitacle (absence de perforations, de déchirures de caisse et d'ouvertures des volets) et l'intégrité de l'équipage (seuil relatif de blessures, maintien en place et absence d'impacts d'objets mal fixés).

Du rôle de notre école

Fondée en 1824 dans les bâtiments construits à Saumur à partir de 1764 pour le régiment des carabiniers de Monsieur, l'école de cavalerie a le privilège rare d'occuper ses bâtiments d'origine. Depuis donc près de 200 ans, Saumur est le creuset de la formation des cadres de la cavalerie, montée hier, blindée aujourd'hui.
Tous les cadres, du jeune sous-officier au colonel, viennent acquérir les savoir-faire et les savoir-être de leur emploi de chef au sein des divisions d'instruction (DI) de l'école. Celle-ci ne se limite pas toutefois à cette unique mission et elle offre aussi un appui à l'instruction des forces dans le domaine blindé. Les spécificités propres au combattant embarqué nourrissent la pédagogie et les attendus de la formation de ces futurs chefs. Lire la suite

1er RCA : le renouveau du tir

Au cours des dernières années, le 1er RCA a connu de profondes mutations dans son organisation et ses missions. Simple centre de contrôle des tirs à sa recréation en 1998, il s'est vu peu à peu confier de nombreuses autres responsabilités. Pour ne retenir que les principales, citons la formation des pilotes et tireurs d'engins blindés, la formation des équipages VBCI et VBHM, la gestion du parc d'entraînement Provence, la pleine responsabilité du camp de Canjuers, la préparation opérationnelle des unités projetées en Afghanistan, et enfin, depuis juillet 2012, le contrôle de niveau 5 des tirs de l'artillerie.

Désormais stabilisé dans son organisation, le 1er RCA a pour ambition de redevenir le « temple » du tir, celui des blindés, mais aussi de l'infanterie, des missiles antichar et de l'artillerie. L'objectif est de réaliser un système d'instruction complet permettant d'entrainer et de contrôler les unités du niveau SGTIA avec leurs appuis dans un environnement réaliste, interarmes et numérisé. Lire la suite

Les missions de formation de l'Armor Branch School (ABS)

Une mission de formation qui évolue
Créée en janvier 2010, l'Armor Branch School (ABS) est une école d'entraînement dédiée aux unités blindées afghanes.

Située à Pol-e-Charki, (10 km à l'Est de Kaboul), l'ABS avait pour vocation initiale d'assurer la formation des officiers (chefs de peloton et commandants d'escadron), des sous-officiers (chefs de char et tireurs) et des soldats (pilotes et chargeurs) ;
de l'unique bataillon de chars de l'ANA (le 3e kandak de la 3e brigade de la 111e division, sur T-62).

Au vu des faibles effectifs concernés, la France (nation leader de l'ABS qui compte aussi des roumains) a proposé un élargissement du périmètre de formation. Lire la suite

Dans ce premier numéro nous offrons une tribune au 4ème régiment de chasseurs.

Des cimes de Kapisa au massif du Dévoluy

2012 c'est, pour le 4e Régiment de chasseurs, la fin d'un long chapitre de 10 années de missions dans les vallées afghanes. 2012 c'est, pour le 4, le début d'un « retour aux fondamentaux et à la manœuvre » qui permettra au régiment de se préparer pour son alerte Guépard de 2013 et pour ses nombreuses projections programmées en 2014.
« Plein champ » sur un 4e Régiment de chasseurs, fort de ses atouts. Lire la suite

L'apport de la cavalerie blindée dans l'action en zone montagneuse

« C'est le terrain qui commande ! » : cloisonnement et étagement des compartiments de terrain, mobilité et manœuvrabilité réduites, vulnérabilité aux tirs directs et antichars depuis les flancs et les hauts. Ces caractéristiques *a priori* cardinales paraissent d'emblée disqualifier un quelconque emploi pertinent de la cavalerie blindée (CB) dans toute action en zone montagneuse (AZM). Contesté par une fine lecture historique (non développées dans ce court article), ce raisonnement ne résiste pas davantage à un examen affiné de nos compétences tactiques. Organisées autour du diptyque agression/protection, les capacités intrinsèques de la CB en font pourtant, dans un cadre interarmes parfois très monochrome, un véritable multiplicateur d'efficacité tactique face à un ennemi le plus généralement léger, mobile, parfaitement aguerri et renseigné. Lire la suite

L'intégration blindée dans un dispositif de protection face à une foule hostile

Afin de prendre en compte le nouveau contexte sécuritaire d'une République de Côte d'Ivoire (RCI) en plein processus de normalisation, le 1er escadron du 4e Régiment de chasseurs, projeté en RCI de septembre 2011 à avril 2012, a marqué un effort tout particulier sur l'amélioration des modalités d'intégration de modules blindés dans un dispositif de protection face à une foule hostile. Devenue la menace principale sur ce théâtre d'opérations, cette dernière présente des caractéristiques multiples mais toujours marquées d'une relative imprévisibilité. Les schémas tactiques traditionnels ne suffisent ainsi plus car l'unité engagée dans un tel contexte se trouve écartelée entre deux logiques : celle du contrôle de foule (CF)[3] et potentiellement celle de l'action coercitive. Le caractère versatile d'un mouvement de foule justifie dès lors pleinement l'engagement d'éléments de cavalerie blindée au sein d'un dispositif interarmes (dans le cas présent, celui d'un peloton de cavalerie blindée (PCB) au sein d'un sous-groupement tactique interarmes -SGTIA- à dominante infanterie). Lire la suite

Aide à l'engagement :
un escadron dédié pour « façonner » l'ennemi en milieu difficile

Par-delà les légitimes interrogations relatives à leur nature et leur pérennité, la création des escadrons d'aide à l'engagement (EAE) se pose comme une formidable invitation à optimiser l'emploi d'un outil supplémentaire de production opérationnelle. Bien distinctes des escadrons d'éclairage et d'investigation quant à leur finalité, ces unités à vocation spécifique doivent ainsi être raisonnées en tant qu'escadrons blindés à part entière, entretenant les savoir faire roues-canon mais maîtrisant sur court préavis des compétences uniques, mobilisables de manière *ad hoc* au service d'un besoin tactique « sur mesure ». Lire la suite

[3] Procédé spécifique mis en œuvre par les unités d'infanterie et inspiré des méthodes de maintien de l'ordre de la gendarmerie.

LA CAVALERIE BRITANNIQUE

Introduction

Depuis les accords de *Lancaster House* signés fin 2010 entre la France et la Grande-Bretagne, la coopération entre nos deux pays s'est nettement accélérée, l'objectif à atteindre étant maintenant de rendre nos forces terrestres interopérables. Dans ce cadre, les échanges de personnels et les contacts entre unités de même rang se développent et les activités d'entrainement conjointes sont de plus en plus nombreuses. A la base de tout développement de liens, la connaissance mutuelle est essentielle que ce soit sur un plan culturel mais aussi sur le plan des structures, de la formation ou des concepts d'emploi.

Profitant de ce premier numéro du journal de la cavalerie blindée, cet article se propose donc de présenter la cavalerie britannique qui se compose de la « *Household Cavalry* » et du « *Royal Armoured Corps* ».

Après quelques perspectives historiques, il abordera le rôle et l'organisation de la cavalerie, puis la formation et les équipements. Lire la suite

ARTICLES

Le tir de la Cavalerie Blindée

La politique de tir des unités de cavalerie blindée…

La politique de tir, validée par le général pilote de domaine de spécialités « combat des blindés » et commandant l'école de cavalerie (EC), a pour objectif d'assurer le juste niveau de compétence en tir des unités blindées (11 régiments et 6 escadrons d'éclairage et d'investigation - EEI) en édictant des références d'instruction, d'entrainement et de contrôle qui sont en cohérence avec le cycle de préparation opérationnelle et les parcours normés du CFT. Régiment relevant du chantier « évaluation », le 1er RCA de Canjuers aux ordres du CCPF de Mailly est chargé du contrôle national des unités.

Elément essentiel de la préparation opérationnelle au tir des tireurs, équipages, pelotons et escadrons de la Cavalerie Blindée (CB) afin de s'assurer de leur aptitude à remplir leur mission en projection, la politique du tir est conçue par la Direction des Etudes et de la Prospective de l'EC en collaboration avec le 1er RCA et les différentes unités de la CB. Deux commissions se déroulent chaque année et réunissent les différents acteurs du tir : une commission restreinte avec les organismes centraux en décembre et une commission plénière avec les officiers de tir et maîtres de tir des unités de la CB en juin.

… son évolution,…

Après refondation au deuxième semestre 2011, la nouvelle politique de tir réaffirme l'objectif prioritaire de préparer de façon réaliste les unités blindées à leur emploi dans tous les types d'opérations actuelles ou possibles. Toutes les unités de combat[4] de la cavalerie blindée sont désormais intégrées dans la politique de tir. Déclinée du niveau individuel jusqu'à l'unité élémentaire, celle-ci présente une référence cohérente globale pour l'instruction, l'entraînement et le contrôle du tir des unités blindées.

La politique de tir validée en fin d'année dernière intègre les évolutions suivantes :

- mise en place d'une politique de tir pour les EAE créés à l'été 2011 (incluant les pelotons d'appui direct ou PAD, les pelotons de reconnaissance et d'intervention antichars ou PRIAC et les pelotons antichars longue portée ou PACLP) ;

- intégration du Tir de Combat à la Mitrailleuse de Superstructure (TCMS) pour les groupes d'investigation des Pelotons de Cavalerie Blindée (PCB) ;
- prise en compte progressive de la Numérisation de l'Espace de Bataille (NEB) dans les barèmes des contrôles ;
- alignement des niveaux de tir sur les niveaux tactiques (un tir peloton devient donc un tir de niveau 6, un tir équipage devient un tir de niveau 7) ;

[4] Escadrons blindés (LECLERC et AMX 10 RCR), escadrons d'éclairage et d'investigation (EEI), escadrons d'aide à l'engagement (EAE).

– amélioration du réalisme des parcours de tir (adaptation aux différents théâtres d'opérations) ;

– mise en place progressive de parcours de Sous-Groupement Tactique Interarmes à dominante blindée (SGTIA BLD) réalistes (tir de niveau 5) ;

… et ses perspectives.

Ces changements constituent la première étape d'une refonte plus générale qui permettra dans le cadre du centre d'entraînement au tir interarmes (CETIA) et du centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB avec le champ de tir en zone urbaine - CT ZUB - de Sissonne) aux SGTIA BLD d'effectuer des parcours de tir encore plus réalistes (de jour comme de nuit, en incluant des milieux difficiles et des situations particulières) sur leur structure d'emploi avec renforcements interarmes.

Retour

L'AMX 10 RCR SEPAR[5]

Des cavaliers mieux protégés…mais toujours manœuvrant !

Les conflits récents et actuels ont mis en évidence le besoin de protection des équipages[6], et par voie de conséquence, d'amélioration de la survivabilité des véhicules. Afin d'améliorer la protection des équipages AMX 10 RCR engagés au sein de l'opération extérieure PAMIR l'état-major des armées a demandé en 2010 la réalisation en urgence opérationnelle d'équipements de protection contre les mines et les engins explosifs improvisés (EEI) visant à réduire les dommages directs ou indirects des attaques de l'adversaire. Dans ce cadre, des AMX 10 RCR équipés du SEPAR sont déployés en Afghanistan depuis novembre 2011.

En complément du brouilleur EEI intégré dès 2008, le système SEPAR comprend plusieurs dispositifs. En premier lieu, une plaque de protection ventrale et des renforts de caisse permettent d'éviter, en cas d'explosion d'un EEI enterré ou placé sous une buse, que le souffle et les projections associées ne pénètrent dans l'habitacle. Un système de plaques de protection latérales est adjoint pour contrer les effets similaires d'un EEI placé en bord de route. Des aménagements intérieurs, harnais de maintien et repose-pieds, empêchent ensuite que les membres d'équipage ne subissent l'onde de choc d'une explosion. Afin de faciliter les déplacements tactiques nocturnes, un phare infrarouge (IR) a été enfin ajouté, augmentant en profondeur et en largeur le champ de vision de nuit du pilote.

Les conséquences de l'intégration du SEPAR sont naturellement l'abaissement de la garde au sol de l'engin (de 65mm) et son alourdissement à 19,2 tonnes, soit une tonne de plus que la masse qualifiée par la direction générale de l'armement (DGA) lors de l'opération de rénovation. De ce fait la STAT a proposé les restrictions et recommandations d'emploi afférentes, qui concernent principalement les capacités de franchissement, ainsi que le freinage demandant une plus grande anticipation. Estimant nécessaire qu'une prise en main soit réalisée avant toute utilisation opérationnelle, la STAT a accompagné la création d'une instruction spécifique lors de la mise en condition avant projection (MCP) conduite par le détachement d'assistance opérationnelle (DAO) du 1er régiment de chasseurs d'Afrique. Compte tenu des caractéristiques de cet AMX 10 RCR équipé du SEPAR, l'autorisation d'emploi opérationnel prononcée par l'EMAT est circonscrite aux théâtres d'opérations et aux exercices strictement nécessaires pour la MCP.

Au terme de six mois d'engagement opérationnel, le retour d'expérience du CFT a montré la satisfaction globale des utilisateurs, au regard du juste compromis entre protection, mobilité (qui reste un élément fondateur de la protection d'un porteur blindé) et mise en œuvre opérationnelle.

---

[5] SystèmE de Protection EEI pour AMX 10RCR. Le mot « Separ » signifie « bouclier » en persan.

[6] La protection inclût l'intégrité de l'habitacle (absence de perforations, de déchirures de caisse et d'ouvertures des volets) et l'intégrité de l'équipage (seuil relatif de blessures, maintien en place et absence d'impacts d'objets mal fixés).

Les études de conception se poursuivent, afin d'améliorer en particulier l'ergonomie des aménagements intérieurs.

En somme, cette opération a conduit à déployer en adaptation réactive une solution complète sur un théâtre d'opération éloigné moins de dix-huit mois après l'expression du besoin opérationnel. Ce succès a largement reposé sur la bonne coordination des organismes de l'armée de Terre impliqués dans ce projet (principalement STAT, SIMMT, CFT, EMS/EC et EMAT), la bonne compréhension du besoin et la volonté d'aboutir de la DGA ainsi que l'implication et l'anticipation de la société NEXTER Systems, maître d'œuvre industriel de l'AMX 10 RCR.

Les travaux menés par l'équipe de programme intégrée (EDPI) pour améliorer les performances de l'AMX 10 RCR et les adapter aux conditions d'engagement opérationnel ne se sont toutefois pas arrêtés au stade de ce premier déploiement. Plusieurs projets sont en cours d'instruction et pourraient être déployés prochainement sur les théâtres d'opération.

En premier lieu, il s'agit de protéger les équipages face aux attaques de roquettes antichar de type RPG par l'ajout d'un système réduisant les possibilités de perforation. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lettre d'urgence opérationnelle n°5 et pourrait aboutir début 2013. En second lieu, il s'agit d'améliorer le niveau de protection « sous la roue » face aux mines et aux EEI en intégrant des renforts sur les déports de roue des essieux avant et médian. Si les essais sont concluants ces systèmes pourraient être déployés mi-2013. L'équipement en systèmes « anti-projection des équipements intérieurs » et « anti-détonation des réservoirs » n'a en revanche pas été retenu au regard du calendrier, de la complexité d'intégration et des coûts envisagés.
Il s'agit enfin d'intégrer un phare de chasse et de recherche visant à améliorer les capacités d'observation et de tir en condition nocturne, voire à permettre l'intimidation d'une foule hostile ou à décamoufler un ennemi cherchant à s'infiltrer dans un dispositif ami. De nature mixte (lumière visible et proche IR), ce système disposera d'une position coaxiale et d'un support orientable. Le volume de deux escadrons pourrait être équipé courant 2013.

Les travaux réalisés entre 2008 et 2012 dans ce cadre singulier d'adaptation réactive, qu'ils aient conduit à des succès ou à des échecs, auront eu également cette vertu de permettre à l'EDPI de faire les justes choix dans l'expression de besoin de la fonction protection de l'engin blindé de reconnaissance et de combat (EBRC), destiné à remplacer l'AMX 10 RCR à l'horizon 2020.

Chef d'escadrons (TA) Grégory COLOMBANI
Officier de programme Engins Blindés-EBRC
Section technique de l'armée de Terre

Retour

Du rôle de notre école

Fondée en 1824 dans les bâtiments construits à Saumur à partir de 1764 pour le régiment des carabiniers de Monsieur, l'école de cavalerie a le privilège rare d'occuper ses bâtiments d'origine. Depuis donc près de 200 ans, Saumur est le creuset de la formation des cadres de la cavalerie, montée hier, blindée aujourd'hui.
Tous les cadres, du jeune sous-officier au colonel, viennent acquérir les savoir-faire et les savoir-être de leur emploi de chef au sein des divisions d'instruction (DI) de l'école de cavalerie. L'école ne se limité pas toutefois à cette unique mission et elle offre aussi un appui à l'instruction des forces dans le domaine blindé. Les spécificités propres au combattant embarqué nourrissent la pédagogie et les attendus de la formation de ces futurs chefs.

Du jeune sous-officier au colonel, l'école de tout cavalier blindé
L'école instruit tous les cadres, officiers et sous-officiers des unités blindées de l'Armée de Terre. Cette formation assure, pour les plus jeunes, l'acquisition des fondamentaux du métier de cavalier blindé et répond au besoin de perfectionnement des plus anciens. Les stages à Saumur constituent pour eux le passage obligé avant l'exercice de leurs responsabilités à tous les niveaux tactiques en régiment comme en opérations.

- La 3ème DI est la division de formation des sous-officiers. Aux différentes étapes de leur carrière, elle leur permet d'acquérir les compétences attendues de ces premiers chefs de petits échelons tactiques. Les sous-officiers les plus jeunes suivent la formation de spécialité (FS) de 1er niveau de 12 à 16 semaines. La 3ème DI soutient et organise les épreuves d'admission à la FS de 2ème niveau à laquelle participent les lauréats au cours d'un stage de 6 semaines à Saumur. Enfin les sous-officiers appelés à être chefs de peloton reviennent à la 3ème DI pour une formation d'adaptation de 2 à 3 semaines.

- La 2ème DI, division d'application des lieutenants, forme les futurs chefs de peloton de cavalerie blindée. En onze mois, les lieutenants de toute origine viennent acquérir les savoir-faire élémentaire des petits échelons tactiques de cavalerie blindée mais aussi se forger leur caractère de chef d'unité de combat. Pour préparer les lieutenants à leur premier emploi et à leurs futurs engagements, cette formation s'attache à développer chez eux le sens des relations humaines adaptées au service en équipage et l'esprit cavalier fait de rusticité, d'esprit d'initiative, de réactivité, d'audace et de détermination.

- La 1ère DI, cours des futurs commandants d'unité (CDU), forme les capitaines appelés à prendre le commandement d'une unité élémentaire de cavalerie blindée. Pendant 12 à 14 semaines, les futurs CDU apprennent à commander un sous-groupement de leur filière au combat (SGTIA à dominante blindée, TC 2 ou EEI). L'effort est mis sur la mise en situation de commandement le plus réaliste possible grâce aux moyens de simulation de l'école et à des exercices sur le terrain avec moyens organiques. Ce stage leur offre aussi la possibilité de se préparer au mieux à tous les aspects du commandement d'une unité élémentaire (ressource humaine, organisation, préparation opérationnelle…).

- L'école, enfin, s'appuyant sur les trois DI, prépare les colonels de cavalerie blindée à leur temps de commandement de régiment. Ce stage des chefs de corps de deux semaines leur offre une remise à jour sur le domaine blindé et ses défis actuels, ainsi que l'occasion de se mettre en situation à la tête d'un GTIA à dominante blindée lors d'un exercice en simulation.

-

Une école au profit des forces
Si les formations de cursus des cadres de la cavalerie blindé demeurent le cœur de métier de l'école, celle-ci s'engage aussi pour appuyer la formation blindée des régiments. A cet égard, la division de formation spécialisée cavalerie blindée (DFS-CB), soutien naturel de la formation dispensée dans les DI, est tout particulièrement impliquée.

L'école de Cavalerie met à leur disposition ses moyens de simulation techniques et tactiques et ses formateurs. Elle partage ainsi des outils particulièrement performants pour apprendre ou approfondir le service d'équipements diversifiés et en nombre compté. Elle joue alors bien son rôle de centre d'expertise qui focalise la qualité et exploite l'expérience.

Dans le domaine de la simulation, elle dispose d'une grande variété de systèmes permettant un apprentissage ciblé et progressif, comme les simulateurs techniques et technico-tactiques de chars et engin blindé. Elle met en œuvre des exercices du niveau escadron (SGTIA) ou régiment (GTIA) bien adaptés à la préparation des petits états-majors opérationnels.

Surtout une école de chefs
Maison mère des troupes blindées, l'école forme des chefs aptes à être employés d'emblée en unité et à être engagés en opération après avoir suivi la mise en condition propre au théâtre sur lequel ils seront projeté. Toute la formation, à tous les niveaux, s'attache donc à faire acquérir, murir et appliquer les qualités propres du chef de cavalerie blindée, savoir-faire et savoir-être. Goût de l'initiative, esprit d'audace et capacité d'adaptation sont cultivés à toutes les étapes de la formation. La pédagogie mise en œuvre fait preuve d'imagination et de pragmatisme.

Il s'agit d'abord d'assurer la formation physique et mentale pour préparer les futurs chefs. L'éducation physique militaire et sportive est naturellement le domaine privilégié pour accroître et maintenir les qualités foncières des stagiaires. A cet égard, la rusticité et l'esprit d'équipe sont cultivés grâce au rugby, à la boxe et au TIOR. L'équitation, véritable école de la volonté, demeure un excellent simulateur de stress complémentaire des autres activités physiques. L'aguerrissement est au cœur de toutes les formations pour que les stagiaires affrontent des situations difficiles mettant au défi leur volonté
La tactique est le socle fondamental de toute la formation. A tous les niveaux, les cadres cavaliers blindés sont mis en situation afin d'appendre à prendre des décisions et à donner des ordres au combat. Cet apprentissage jouit des différents moyens de simulation de l'école mais est complété par des exercices indispensables avec moyens organiques depuis l'équipage jusqu'au sous-groupement tactique interarmes, s'appuyant sur des actions de partenariat avec les régiments des forces.
La compétence technique des stagiaires dans des domaines spécifiques au combat blindé. La maîtrise du tir sous tourelle est donc essentielle aux futurs chefs de chars, chefs d'engins et chefs de peloton. La numérisation concerne aussi tous les niveaux de formation depuis l'équipage jusqu'au poste de commandement du GTIA.

Le but de l'école de cavalerie est donc bien de former les chefs d'aujourd'hui, des cavaliers blindés qui commandent, fondant leur compétence sur la maîtrise des fondamentaux du combat embarqué, gardant les pieds sur terre, sans se focaliser sur un théâtre d'opérations particulier mais au fait des défis du contexte opérationnel contemporain.

Retour

1er RCA : le renouveau du tir

Au cours des dernières années, le 1er RCA a connu de profondes mutations dans son organisation et ses missions. Simple centre de contrôle des tirs à sa recréation en 1998, il s'est vu peu à peu confier de nombreuses autres responsabilités. Pour ne retenir que les principales, citons la formation des pilotes et tireurs d'engins blindés, la formation des équipages VBCI et VBHM, la gestion du parc d'entraînement Provence, la pleine responsabilité du camp de Canjuers, la préparation opérationnelle des unités projetées en Afghanistan, et enfin, depuis juillet 2012, le contrôle de niveau 5 des tirs de l'artillerie.

Désormais stabilisé dans son organisation, le 1er RCA a pour ambition de redevenir le « temple » du tir, celui des blindés, mais aussi de l'infanterie, des missiles antichar et de l'artillerie. L'objectif est de réaliser un système d'instruction complet permettant d'entrainer et de contrôler les unités du niveau SGTIA avec leurs appuis dans un environnement réaliste, interarmes et numérisé. Pour cela, le 1er RCA dispose déjà d'importants moyens (systèmes de simulation, champs de tir, réceptacles d'artillerie, plateformes de tir pour hélicoptères,…) qui doivent désormais être complétés et enrichis afin d'atteindre cet objectif. Cette évolution se fera en plusieurs étapes.

La première étape, initiée en 2012, est la prise en compte de la numérisation dans les parcours blindés de niveaux 5 et 6. Deux tirs expérimentaux, organisés en avril et juin 2012 avec le 12e RC, ont déjà fait l'objet d'un bilan très positif permettant de valider le concept. Il ne s'agit pas ici de contrôler la maîtrise de la numérisation par l'unité en rotation, mais bien d'entraîner celle-ci dans des conditions réalistes en cohérence avec les autres centres du CCPF (CENTAC et CENZUB). L'emploi de la numérisation doit rester pragmatique afin qu'elle demeure un atout et non un poids inutile pour le chef et ses subordonnés au combat : à titre d'exemple, la conduite des feux doit continuer à s'effectuer à la voix tandis que la prise en compte d'un compartiment de terrain sera efficacement appuyée par la transmission de données.
Il convient cependant de souligner que cette évolution n'est pas sans conséquences : la pratique du tir numérisé nécessite de la part des régiments une solide préparation en amont afin que la numérisation ne soit pas vécue comme une contrainte.

La reprise des tirs de niveau 5 (SGTIA) engagée à la même époque constitue la seconde étape de cette évolution : le 1er RCA a récemment organisé des exercices interarmes d'une durée conséquente, sur un rythme soutenu, et dans un environnement tactique dense permettant au capitaine de commander son sous-groupement dans une ambiance opérationnelle réaliste. En 2012, deux exercices de SGTIA à dominante blindée ont déjà été effectués (501e RCC et 12e RC), ainsi qu'un exercice d'EEI (1er RIMa) et un exercice de SGTIA à dominante infanterie (92e RI). Toutes ces unités étaient renforcées d'un observateur d'artillerie permettant au capitaine de prendre en compte les feux dans la profondeur dans la préparation et la conduite de sa mission. Précédés la veille du tir par un desserrement en zone d'attente, ces exercices de niveau 5 peuvent durer cinq à six heures, éprouvant ainsi la capacité à durer du chef et de ses équipages.
La dernière étape de ce renouveau du tir à Canjuers sera sans doute la plus longue à mettre en œuvre : il s'agit de la création du centre d'entraînement au tir interarmes OPERA (CETIA OPERA) qui devrait voir le jour vers 2016, alors que son pendant champenois le CETIA SYMPHONIE devrait ouvrir en 2014 à Suippes.

Chargé du contrôle de l'ensemble des SGTIA infanterie et blindés, le CETIA exploitera simultanément ces deux complexes d'entraînement. A Canjuers, cela se traduira dès 2013 par d'importants travaux d'infrastructure qui devraient durer jusqu'en 2015 consistant à la fois à densifier et mieux exploiter les champs de tir existants (2 champs de tir canon et 3 champs de tir missile) mais aussi à créer 7 nouveaux champs de tir dans la partie ouest du camp. Ainsi, des manœuvres à tir réel sur une profondeur de 23 km pourront se dérouler sur la façade de contrôle OPERA.

Point d'orgue du renouveau du tir interarmes, le CETIA sera donc prochainement l'outil de contrôle et d'évaluation du tir opérationnel des fonctions combat embarqué et combat débarqué dans un cadre interarmes complet, notamment par l'emploi des appuis 3D (directs et indirects) et de la composante génie.

Retour

Les missions de formation de l'Armor Branch School (ABS)

Une mission de formation qui évolue

Créée en janvier 2010, l'Armor Branch School (ABS) est une école d'entraînement dédiée aux unités blindées afghanes.

Située à Pol-e-Charki, (10 km à l'Est de Kaboul), l'ABS avait pour vocation initiale d'assurer la formation des officiers (chefs de peloton et commandants d'escadron), des sous-officiers (chefs de char et tireurs) et des soldats (pilotes et chargeurs) de l'unique bataillon de chars de l'ANA[7] (le 3e kandak [8]de la 3e brigade de la 111e division, sur T-62).

Au vu des faibles effectifs concernés, la France (nation leader de l'ABS qui compte aussi des roumains) a proposé un élargissement du périmètre de formation.

Le projet ayant été validé par le général PETRAEUS (COM ISAF), l'ABS est donc désormais chargée prioritairement de la formation des 7 bataillons de réaction rapide sur MSFV (Mobile Strike Force Vehicle) ainsi que des 4 compagnies SOF (Special Operation Forces), sans toutefois abandonner l'entraînement collectif du niveau équipage jusqu'au niveau bataillon du kandak de chars, mais aussi du seul bataillon mécanisé de l'ANA (le 2e kandak de la 3e brigade de la 111e division, sur M-113).

A partir de juillet 2014, l'ANA disposera de deux brigades de réaction rapide (une région de Kaboul et une région de Kandahar) composées respectivement de 4 et 3 bataillons d'élite entièrement équipés de 58 nouveaux blindés américains (MSFV de la firme d'armement Textron) et de 4 compagnies SOF[9] également sur MSFV.

Ces unités auront été entraînées par l'ABS durant 18 semaines aux missions de cavalerie blindée mais également à des actions à terre ponctuelles et limitées grâce à leur capacité à débarquer du personnel.

La formation du premier bataillon MSF a débuté le 31 mars 2012 et celle du dernier bataillon devrait s'achever à l'été 2014.

Formation

La formation de chaque Kandak dure 18 semaines. Elle part du niveau du combattant individuel pour s'achever au niveau bataillon. S'articulant en 3 modules, chaque stage commence par une phase d'incorporation et de perception de matériels (2 semaines) puis se poursuit par un module de formation individuelle des combattants couvrant le spectre des différentes spécialités (GV, pilote d'engin, opérateur tourelle, chef d'engin, etc) durant 8 semaines, pour s'achever sur un module d'entraînement collectif allant du niveau groupe jusqu'au niveau bataillon (8 semaines).

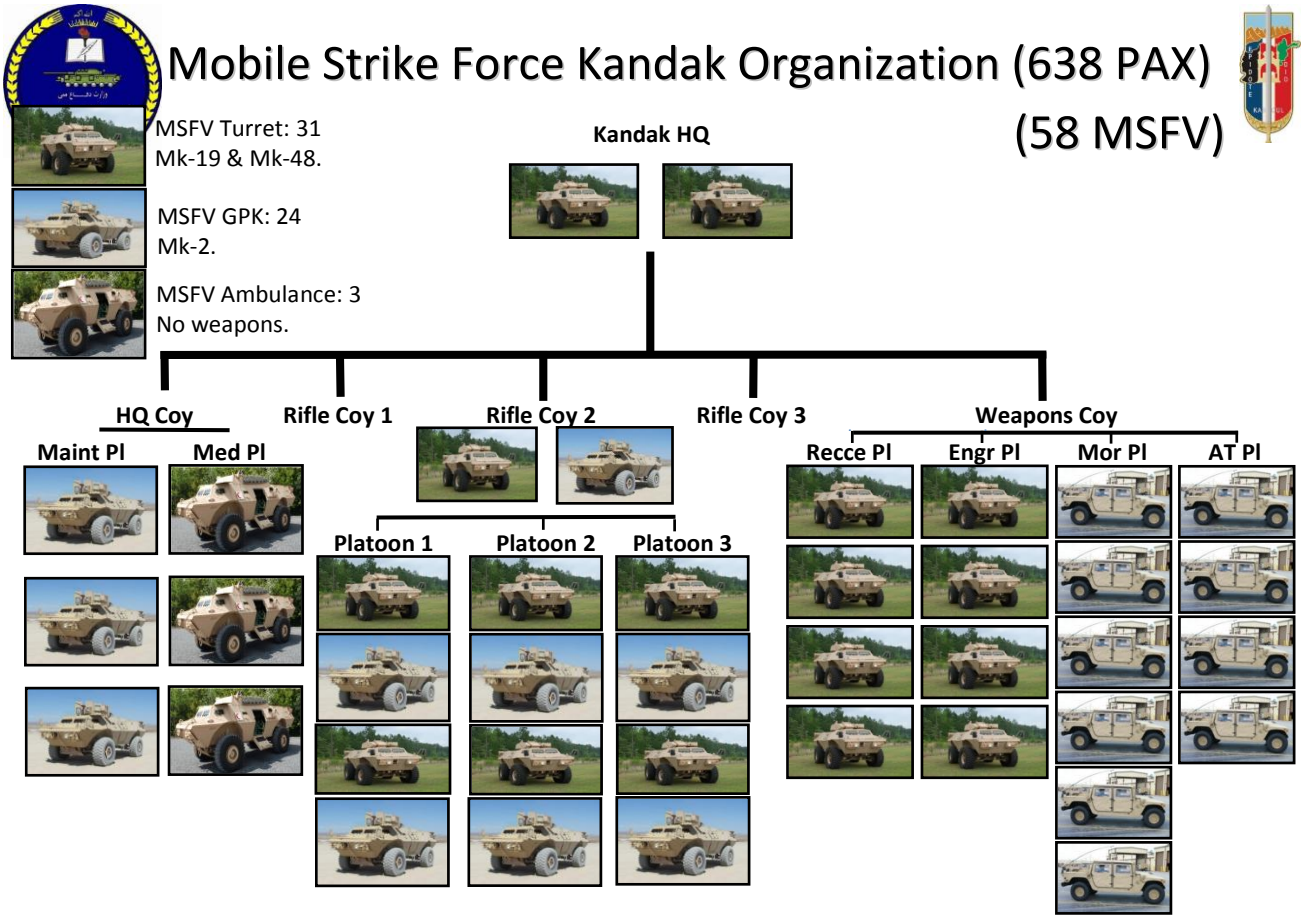
[7] ANA : Afghan National Army – Armée Nationale Afghane.

[8] Kandak : signifie bataillon en langue Dari.

[9] Une compagnie SOF : une compagnie, une section renforcée et 90 personnels

Le module 2 comprend principalement une formation individuelle du combattant et de spécialités sur le MSFV.
Le module 3 comprend quant à lui des cours tactiques de niveau groupe, peloton, compagnie et bataillon. En sus sont réalisés des cours spécifiques pour former les chefs de peloton ainsi que les commandants de compagnie.
A l'issue de leur formation de 18 semaines, les kandaks formés poursuivent leur apprentissage durant une période de « consolidation training » et sont encadrés par des instructeurs français de l'ABS avec le soutien technique des contractors Américains de la firme Textron.
Les kandaks MSF ont chacun une « weapons company » intégrant une section génie, une section antichar, une section mortier ainsi qu'une section reconnaissance. Toutes les formations relatives aux différentes spécialités sont réalisées au sein d'autres écoles.
La prévision de planification des stages en 2012 se concrétisera par la formation de 3 kandaks MSF à 638 personnels chacun.

Perspectives
Cette mission de formation, qui porte en elle son lot d'exigences, revêt une importance toute particulière pour l'ISAF et le ministère de la défense afghan, plus particulièrement pour l'avenir de son armée en reconstruction. Les enjeux sont très importants pour l'ANA et sa capacité à acquérir une autonomie opérationnelle suffisante post 2013 avec le soutien de la coalition. La haute visibilité de cette mission de « mentoring[10] » permet à la France de démontrer le savoir-faire et les capacités de formation des troupes françaises en transmettant son expérience et son expertise au sein de cette école de formation qu'est l'ABS.



Retour

[10] Mentoring : terme générique dont l'objectif est de faire accéder le « mentoré » à l'autonomie.

La doctrine, pourquoi faire ?

La doctrine est avant tout un outil de cohérence. En effet, lorsqu'elle est connue des cadres et cohérente entre les diverses branches qui la composent, la doctrine représente la culture commune des chefs de tous niveaux. Cette culture commune facilite (voire même rend possible) la compréhension des ordres, notamment la rapidité de compréhension lorsque la situation est critique. La connaissance de la doctrine est donc une condition fondamentale de la marge d'initiative donnée par un chef à ses subordonnés, de même qu'elle permet l'émission d'ordres concis qui ne détaillent pas tout ce qui est déjà « connu ».

La doctrine blindée en vigueur est le produit de l'étude des manuels de doctrine anciens et des leçons tirées des conflits récents et moins récents, notamment lors des travaux de retour d'expérience. Les unités sont par ailleurs associées systématiquement aux travaux d'études ainsi que le personnel de l'Ecole de Cavalerie. L'étude des manuels et RETEX alliés (essentiellement britanniques et américains) est aussi une source d'inspiration certaine.
Après la prise en compte de la contre-rébellion, puis la mise en place du corpus doctrinal à l'intention des EAE (et des pelotons correspondants), l'effort s'est porté sur la révision de la doctrine d'emploi des blindés en zone urbaine et le manuel d'emploi du GTIA blindé.
Les sujets d'étude à venir portent sur les documents dont la durée de validité a été dépassée, notamment la doctrine d'emploi des unités blindées et le manuel des ECL / TC2.
D'autres études sont à l'œuvre dont certaines novatrices comme, l'emploi des unités blindées en zone désertiques, le rôle et les possibilités de la CB sur le théâtre national.

La doctrine contribue à la préparation des forces et à l'engagement opérationnel. En effet, s'appuyant sur RETEX riche en national comme à l'étranger, hier comme aujourd'hui, les documents de doctrine produits par la DEP de l'Ecole de Cavalerie permettent à l'ensemble des personnels servant dans les unités de CB de partager un socle commun de connaissances permettant ainsi une meilleure efficacité opérationnelle et interarmes.
Il appartient à chacun de contribuer à enrichir celle-ci afin que la doctrine soit toujours pertinente, efficiente et utile aux unités.

Retour

De nouvelles munitions pour le char LECLERC.

Le char LECLERC a été défini dans les années 80 et mis en service dans l'armée de Terre française dans les années 90 avec seulement deux types de munitions guerre, destinées à arrêter les vagues de blindés du pacte de Varsovie : l'obus flèche F1 (OFL F1) et l'obus explosif charge creuse (OECC). Ces deux munitions permettaient de percer tous les blindés de cette époque, y compris ceux équipés de blindage réactif.
Mais rapidement, l'environnement du char et les missions qui lui sont dévolues ont évolué, avec de plus des cibles potentielles plus variées. Dès les opérations au Kosovo, en 1999, la nécessité de disposer d'une munition anti-personnelle était apparue. Dans les années 2000, la multiplication des conflits ayant pour cadre la zone urbaine a confirmé ce besoin et l'a complété par un besoin anti-infrastructure et de tir à courte distance.

L'obus explosif (OE) de 120mm pour char LECLERC a ainsi été développé et est maintenant disponible pour les opérations. Le projectile de 16kg, dont plus de 3kg d'explosif, génère à l'impact un souffle puissant et plusieurs milliers d'éclats lui donnant une capacité anti personnel, anti-infrastructure et anti-blindé léger (voir ci-contre).

L'obus à effet canalisé (OEFC) de 120mm a été développé pour la zone urbaine et le tir à courte distance, il sera bientôt livré à l'armée de Terre française. Ce projectile libère à la sortie du canon, lors du tir, 1100 billes de tungstène à 1410m/s. Il est efficace jusqu'à 400m et se comporte comme une grosse cartouche de chasse. Il est capable de neutraliser un groupe d'infanterie sur un front de 30m à 400m, de percer un mur en parpaing, de briser des obstacles en concertinas ou d'arrêter un véhicule léger (voir ci-contre).

Enfin, un obus de 120mm programmable tri-mode est actuellement à l'étude. Il permettra d'avoir l'effet d'un obus explosif, selon le mode retenu par le tireur :

- déclenchement à l'impact,
- déclenchement avec retard pour pénétrer une construction avant d'exploser en vue d'avoir un effet anti infrastructure,
- déclenchement de type « airburst » pour se déclencher sur sa trajectoire aux abords de la cible.

Toutes ces munitions actuelles et à venir donnent au char LECLERC une grande polyvalence, lui permettant de s'adapter aux conflits asymétriques et aux conflits en zone urbaine avec l'utilisation des munitions les plus optimales pour obtenir le juste effet.

Retour

LA CAVALERIE BRITANNIQUE

Introduction

Depuis les accords de *Lancaster House* signés fin 2010 entre la France et la Grande-Bretagne, la coopération entre nos deux pays s'est nettement accélérée, l'objectif à atteindre étant maintenant de rendre nos forces terrestres interopérables. Dans ce cadre, les échanges de personnels et les contacts entre unités de même rang se développent et les activités d'entrainement conjointes sont de plus en plus nombreuses. A la base de tout développement de liens, la connaissance mutuelle est essentielle que ce soit sur un plan culturel mais aussi sur le plan des structures, de la formation ou des concepts d'emploi.

Profitant de ce premier numéro du journal de la cavalerie blindée, cet article se propose donc de présenter la cavalerie britannique qui se compose de la « *Household Cavalry* » et du « *Royal Armoured Corps* ».

Après quelques perspectives historiques, il abordera le rôle et l'organisation de la cavalerie, puis la formation et les équipements.

Histoire

La Household Cavalry

La *Household Cavalry* regroupe depuis 1992 les deux unités les plus anciennes de la cavalerie britannique : le *Household Cavalry Regiment* et le *Household Cavalry Mounted Regiment*.

L'existence des *Life Guards* (LG) remonte à 1658 et la Restauration du Roi après la guerre civile anglaise. Ils constituaient alors un corps de protection à cheval (*The Horse Guards*) pour Charles II qui rentrait d'exil en Hollande.

Les *Blues and Royals* sont issus du regroupement en 1969 des *Royal Horse Guards (The Blues)* et des *Royal Dragoons (1st Dragoons*). L'origine des *Blues* remonte à 1650 sous le Parlement de Cromwell et en 1660 ses officiers « parlementaristes » furent remplacés par des royalistes. Il devint alors le *Royal Regiment*. Les *Royal Dragoons* furent quant à eux levés en 1661.
Suite au regroupement effectué en 1992, le *Household Cavalry Regiment* comprend deux escadrons de *Life Guards* et deux escadrons de *Blues and Royals* tandis que le *Household Cavalry Mounted Regiment* comporte un escadron de chaque origine.

Le *Household Cavalry Regiment* (HCR)
Régiment de reconnaissance blindée, le HCR est une unité opérationnelle qui fait partie des cinq régiments de reconnaissance de la cavalerie britannique. Il comprend quatre escadrons de reconnaissance dont un, le *D Squadron*, est, pour emploi, subordonné à la *16 Air Assault Brigade*.

Le *Household Cavalry Mounted Regiment* (HCMR)
Cette unité, stationnée dans le cœur de Londres, assure à cheval (ou à pied) des prestations au profit du souverain (gardes, escortes, cérémonies,…). Il peut être comparé au régiment de cavalerie de la garde républicaine.

Les mouvements de personnels entre ces deux unités sont réguliers, chaque soldat commençant par servir deux ans au HCMR avant de rejoindre le HCR. Les officiers, quant à eux, commencent au HCR et sont affectés ensuite périodiquement au HCMR.

Le Royal Armoured Corps (RAC)

La création des unités de cavalerie britanniques remonte à la seconde moitié du 17e siècle. Hormis les *Guards* évoqués plus haut, on distinguait à l'époque des unités de cavalerie légère (*Horse Cavalry Regiment*) et lourdes (*Regiments of Dragoons*).
Au cours du 18e siècle, les unités légères se sont converties en régiments de *Dragoon Guards* tandis que les *Dragoons* se sont convertis pour certaines unités en régiments de Lanciers (*Lancers*) ou de Hussards (*Hussars*).
Les unités de char ont quant à elles été créées durant le premier conflit mondial à compter de l'année 1916 et regroupées au sein du *Royal Tank Corps*.
En 1939, les unités originairement à cheval ayant été mécanisées, elles furent regroupées avec le *Royal Tank Corps* renommé *Royal Tank Regiment* (RTR). C'est la création du *Royal Armoured Corps* (RAC), appellation toujours en vigueur. En 1944, les unités de reconnaissance furent rattachées au *Royal Armoured Corps*.
En dépit des multiples dissolutions ou regroupements d'unités, les différents héritages ont été préservés et on retrouve actuellement au sein du RAC, trois régiments de *Dragoon Guards*, deux régiments de *Lancers*, trois régiments de *Hussars* et deux régiments du *Royal Tank Regiment*.

Les unités de réserve : la Territorial Army

Les unités de réserve de la cavalerie sont regroupées au sein de la *Yeomanry Cavalry*. Créée en 1794 pour repousser une invasion venant de France, elle a surtout été employée pour assurer la stabilité intérieure de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, les quatre unités de Yeomanry renforcent les régiments d'active en Grande-Bretagne mais également en opérations.

Rôle et organisation du RAC

Les unités de cavalerie britannique sont réparties autour de quatre rôles principaux (combat blindé, reconnaissance, défense NRBC, cérémonial). Compte tenu du volume de forces engagé en Afghanistan, et auparavant en Irak, depuis plus de dix ans, les unités de cavalerie sont bien

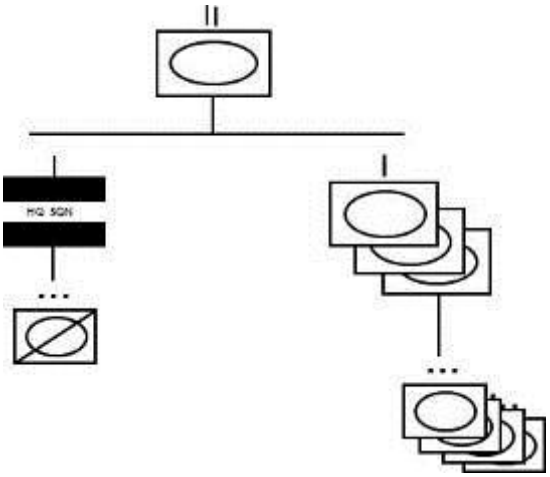
souvent projetées en structure infanterie pour des missions de combat débarqué et sur des véhicules différents de leurs équipements organiques. C'est le principe du *rerolling* que connait la cavalerie depuis de nombreuses années.

Organisation actuelle

Forte de douze régiments, la cavalerie britannique est actuellement organisée autour de cinq régiments de chars dits *Armour Regiments* et cinq régiments de reconnaissance appelés *Brigade Reconnaissance Regiments*. Les deux autres unités, le HCMR et le 1 RTR, ont quant à elles des rôles spécifiques. Quatre régiments de réserve complètent l'ordre de bataille.

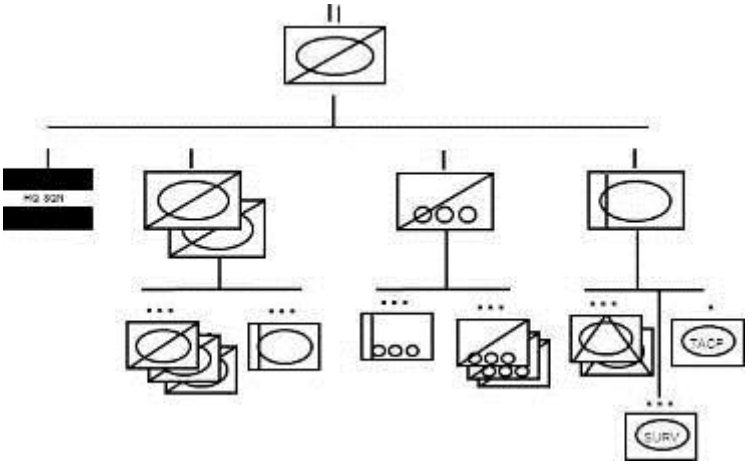
Armour Regiments

Ces cinq régiments sont équipés du char de bataille CHALLENGER 2. Les régiments sont généralement constitués de trois escadrons comprenant chacun quatre pelotons de trois chars.
Chaque régiment possède un peloton de reconnaissance sur CVR(T)[11] SCIMITAR.



Brigade Reconnaissance Regiments

Ces régiments sont composés de deux escadrons de reconnaissance blindée sur SCIMITAR, un escadron de reconnaissance légère sur Land Rover RWMIK et un escadron d'appui (SURV, TACP et deux pelotons anti char). Les éléments blindés d'appui, de surveillance ou antichar sont équipés du CVR(T) SPARTAN.



[11] Combat Vehicle Reconnaissance (Tracked)

Cérémonial

Cette tâche est dévolue au *Household Cavalry Mounted Regiment*.

Défense NRBC

De 1998 à 2012, le 1 RTR a constitué la composante *Army* du régiment interarmées de défense NRBC. Dans le cadre de la transformation de l'*Army*, ce rôle lui a été retiré, et le 1 RTR sera alors prochainement amalgamé au 2 RTR où il retrouvera sa spécialité cavalerie.

Organisation à venir

Suite à la dernière révision stratégique de 2010, l'*Army* a engagé un processus de transformation qui vient d'être annoncé dans ses détails et qui aboutira en 2020 à une armée de terre forte de 82000 personnels d'active et 30000 réservistes. La cavalerie britannique sera impactée de façon profonde par cette transformation d'une part en perdant deux régiments[12] mais également par une évolution importante des rôles et donc des concepts d'emploi des unités.

Ainsi, à horizon 2020, la cavalerie britannique sera réduite à dix régiments dont le *Household Cavalry Mounted Regiment* qui conservera son rôle et ses missions. Les neuf unités de combat seront, quant à elles, réparties suivant les rôles suivants :

- 3 régiments de chars lourds sur CHALLENGER 2 ;
- 3 régiments de cavalerie blindée (*Armoured Cavalry*) sur CVR (T) SCIMITAR remplacé à partir de 2020 par le futur véhicule SCOUT SV ;
- 3 régiments de cavalerie légère (*Light Cavalry*) sur véhicule léger de type Land Rover ou JACKAL.

Les concepts d'emploi sont actuellement en cours de rédaction ou de révision pour définir ces nouveaux rôles et prendre en compte le futur véhicule de reconnaissance.
La future structure de l'*Army* prévoit d'affecter un régiment de chars et un régiment de cavalerie blindée à chacune des trois futures brigades « *réactives* » lourdes et d'affecter les trois régiments de cavalerie légère à trois brigades « *adaptables* » plus légères.
La comparaison entre la structure actuelle et celle prévue à horizon 2020 laisse entrevoir les changements de rôle à venir pour certaines unités qui abandonneront le CHALLENGER 2 au profit du CVR(T) SCIMITAR voire du JACKAL. Dans tous les cas, ces transformations se feront progressivement à compter de 2014 après le désengagement d'Afghanistan.

La formation et les équipements

Forte d'environ 6000 personnels dont environ 800 officiers, la cavalerie britannique représente environ 5,5% des effectifs de l'*Army*[13]. Le cycle de formation est décrit succinctement ci-dessous, le centre d'excellence de la cavalerie étant le *Armour Centre* situé à Bovington[14] et Lulworth.

La formation :

De manière générale dans l'Army, on distingue trois phases pour la formation :

Phase 1, *basic training* : « *civilian to soldier* »
La phase 1 de la formation pour les recrues rejoignant l'*Army* est sous la responsabilité de *l'Initial Training Group* (ITG) qui est organisé en quatre *Army Training Regiment* (ATR), unités de formation initiale interarmes, pouvant être comparés à nos CFIM.

[12] Le 1 RTR sera amalgamé au 2 RTR et le Queen's Royal Lancers amalgamé au 9/12 Royal Lancers.

[13] A titre de comparaison, l'infanterie représente près d'un quart des effectifs de l'Army (23%).

[14] A Bovington se trouve également le « Tank Museum ».

Toutes les recrues de la cavalerie effectuent donc la phase 1 au sein d'un ATR. Cette phase dure 14 semaines.

Phase 2, *special to Arm* : formation de spécialité
La phase 2 est conduite généralement dans les différentes écoles d'armes. Elle est, par définition, spécifique à chaque arme.
Pour la cavalerie, cette phase est réalisée à Bovington au sein du *Armour Centre* qui comprend quatre organismes :

- *RAC Training Regiment*, unité chargé d'organiser et de conduire les stages. Ces stages comprennent différentes phases réalisées, pour certaines, dans les trois autres organismes.
- *Armoured Fighting Vehicle (AFV) Driving and Maintenance school* : centre d'instruction à la conduite et à la maintenance des engins blindés.
- *AFV Gunnery school* : centre d'instruction au tir localisé à Lulworth.
- *AFV Communication and Information Systems School* : centre de formation sur les systèmes d'information et de transmission embarqués à bord des engins.

NB : au-delà des personnels de la cavalerie, l'Armour Centre forme également les personnels appelés à servir sur un engin blindé au sein des autres armes (infanterie, génie, ...).

Phase 3, stages de carrière
La phase 3 correspond aux stages de carrière devant être réalisés au fil des années et de l'avancement. Ces stages sont réalisés pour partie au *Armour Centre* mais également au sein de la *Land Warfare School*[15] pour les stages de chef de peloton, commandant d'unité, chef de corps ou commandant de brigade.Les principaux équipements

Les équipements :

Les principaux véhicules en service dans la cavalerie britannique sont présentés ci-dessous. Le programme phare pour la cavalerie est actuellement le SCOUT SV qui sera le prochain véhicule de reconnaissance prévu de remplacer le SCIMITAR à horizon 2020.

[15] Organisme interarmes stationné à Warminster et subordonné au *Collective Training Group* qui est l'équivalent du CCPF français

CHALLENGER 2 :
Equipage de 4 hommes
Armement : Canon de 120 mm avec coaxiale de 7.62 mm et mitrailleuse de 7.62 mm en superstructure.
Poids en ordre de combat : environ 65t

CVR(T) SCIMITAR:
Equipage de 3 hommes
Armement : Canon de 30 mm avec coaxiale de 7.62 mm
Poids en ordre de combat : environ 8t

CVR(T) SPARTAN :
Equipage de 3 hommes et capacité de transport de 4 hommes
Armement : mitrailleuse de 7.62 mm
Poids en ordre de combat : 10t

Land Rover RWMIK
Equipage de 3 hommes
Armement possible: mitrailleuse 12.7 mm, mitrailleuse 7.62 mm, lance grenade automatique de 40 mm.

JACKAL:
Equipage de 3 hommes
Armement possible: mitrailleuse 12.7 mm, mitrailleuse 7.62 mm, LGA 40 mm.
Poids : 7t environ

SCOUT Specialist Vehicle :

Le SCOUT SV est destiné à remplacer les véhicules de type SCIMITAR pour les unités de reconnaissance blindée. Il s'agit de la variante reconnaissance dérivée du projet *Future Rapid Effect System* (FRES). Les premiers démonstrateurs ont été construits et les essais technico opérationnels devraient débuter en 2013
Ces principales caractéristiques seront :
Equipage : 3 hommes
Armement : canon de 40mm CTA (construit en coopération franco-britannique et qui équipera le futur EBRC)
Poids : 34t en ordre de combat.

Conclusion

Après plus de dix années d'opérations en Afghanistan au cours desquelles la cavalerie britannique a su s'adapter pour remplir des missions souvent en dehors de son cœur de métier, la préparation de l'avenir et le rôle de la cavalerie dans les conflits futurs font l'objet de nombreuses réflexions. Celles-ci sont coordonnées par le *Capability Directorate Combat* en charge pour l'*Army*, depuis fin 2011, du développement capacitaire « combat terrestre » qui regroupe le combat embarqué et le combat débarqué. La création de ce nouvel organisme contribue au rapprochement de l'infanterie et de la cavalerie et devrait créer des synergies entre ces deux armes. Ainsi par exemple, des études sont déjà en cours pour évaluer l'intérêt d'une formation initiale commune pour les recrues de l'infanterie et de la cavalerie.

Avec la fin annoncée des combats en Afghanistan et la perspective d'une réorganisation de l'*Army*, la cavalerie britannique s'apprête à connaitre de multiples défis : conséquences du modèle *Army 2020* sur le nombre et la structure des unités ; modification profonde du rythme et de la nature de la préparation opérationnelle post-Afghanistan ; défi des équipements ; alors que par ailleurs les ressources financières sont de plus en plus comptées.
Dans ce contexte difficile et incertain, le visage de la cavalerie britannique devrait évoluer sensiblement dans les années à venir.

Retour

L'apport de la cavalerie blindée dans l'action en zone montagneuse

« C'est le terrain qui commande ! » : cloisonnement et étagement des compartiments de terrain, mobilité et manœuvrabilité réduites, vulnérabilité aux tirs directs et antichars depuis les flancs et les hauts. Ces caractéristiques *a priori* cardinales paraissent d'emblée disqualifier un quelconque emploi pertinent de la cavalerie blindée (CB) dans toute action en zone montagneuse (AZM). Contesté par une fine lecture historique (non développées dans ce court article), ce raisonnement ne résiste pas davantage à un examen affiné de nos compétences tactiques. Organisées autour du diptyque agression/protection, les capacités intrinsèques de la CB en font pourtant, dans un cadre interarmes parfois très monochrome, un véritable multiplicateur d'efficacité tactique face à un ennemi le plus généralement léger, mobile, parfaitement aguerri et renseigné.

Renseignement et sûreté, premiers principes d'emploi de la CB, font ainsi écho à la nécessité de se préparer méticuleusement aux conditions d'un engagement particulier et d'exercer la plus grande domination du lieu des combats. Cette dimension procède bien de l'économie des forces qui vise à n'engager que les moyens nécessaires mais suffisants dans les conditions les moins aléatoires et les plus raisonnées possibles. Techniquement rôdé aux particularités du déplacement et du stationnement en zone montagneuse (quelles que soient la saison et l'altitude), le chef tactique de CB, familier des schémas spécifiques de l'AZM où sa contribution dans les parties basses du terrain (infiltration, raid blindé, diversion, effet de surprise …) alterne avec les saisies successives de ses parties hautes par les unités débarquées, s'engage dès lors avec détermination pour dépasser les contingences du milieu qu'il affronte. Sa science de cet exercice lui offre également un recul et une lecture de la manœuvre en cours source d'aide au commandement à N+1 et vecteur de propositions adaptées et judicieuses.

Combinaison du feu et du mouvement, principe pivot de l'emploi de la CB, répond à son tour au besoin du chef interarmes de faire un usage complémentaire de la gamme particulièrement étendue de feux dont il dispose pour les appliquer là où il le souhaite, si possible par surprise, dans sa zone d'action. La concentration des efforts préside donc à sa réflexion de planification comme de conduite afin d'entreprendre des actions rapides, ciblées et utilement valorisées par des tirs immédiats, précis et destructeurs de 200 à 3500 mètres du calibre 7,62 mm au canon de 105 mm. Une tourelle d'engin blindé se révèle être sans conteste un concentré d'intelligence et de puissance, fruit des synergies d'emploi entre un observateur/tireur et un décideur. Cette co-localisation unique en son genre permet en effet une répartition de l'observation et une conduite des feux (par le chef d'engin) et de la manœuvre (par le chef de peloton) sans commune mesure avec celle des autres fonctions opérationnelles aux boucles d'information, de décision et finalement d'action bien moins intégrées.

Initiative et anticipation enfin, dernière combinaison de principes d'emploi de la CB, s'incarnent dans l'exigence qui relève du chef tactique de CB de saisir sans délai toute opportunité pour exploiter les coups portés à son ennemi et le contraindre autant que faire se peut en faisant peser sur lui une incertitude et une pression toujours croissantes. La liberté d'action induite vise dès lors à imposer sa volonté à un ennemi dans une posture bien moins active que réactive et donc déséquilibrée. L'exploitation d'une brèche identifiée dans le dispositif ennemi, fruit d'un renseignement bien exploité, d'un dispositif *a priori* judicieux et d'une décision opportune jette ainsi le trouble chez ce dernier, gêné dans son plan d'exécution, privé d'éventuels itinéraires de repli, cloisonné dans une zone limitée en refuges. Contraint à reculer voire quitter le champ de bataille comme un joueur d'échec dont le

nombre de coups s'avère compté, l'ennemi sans ressource ne peut plus s'opposer à l'intelligence tactique de son adversaire.

L'emploi de la cavalerie blindée dans l'action en zone montagneuse ne repose donc pas sur une pure adaptation capacitaire et ponctuelle à un environnement spécifique. Il représente le gage d'une prise d'ascendant sur les trois contraintes du chef tactique : l'espace (le terrain), le temps et l'ennemi. Il se trouve fondamentalement à la convergence de principes d'action à la fois génériques (ceux définis par le maréchal Foch), spécifiques (ceux proposés par les colonels Givre, Le Nen et de Courrèges dans Guerre en montagne) et pratiques (au travers d'une logique de fonction opérationnelle formalisée dans les manuels d'emploi de l'école de cavalerie). La manœuvre construite puis conduite demeure donc nécessairement le fruit d'une réflexion profonde, ancrée tout autant dans une parfaite maîtrise des capacités de combat propres à la cavalerie blindée que dans une expertise de milieu acquise à force d'entraînements aussi rigoureux qu'exigeants.

La capacité des unités de cavalerie blindée à dépasser les limitations *a priori* imposées par les particularités des zones montagneuses, et aisément transposables aux zones urbaines, démontre bien que ce n'est pas le terrain qui commande : le terrain contraint mais seul le chef commande.

Lieutenant-colonel Jean-Jacques Fatinet
Chef du bureau opérations-instruction du 4e Régiment de chasseurs

Retour

L'intégration blindée dans un dispositif de protection face à une foule hostile

Afin de prendre en compte le nouveau contexte sécuritaire d'une République de Côte d'Ivoire (RCI) en plein processus de normalisation, le 1er escadron du 4e Régiment de chasseurs, projeté en RCI de septembre 2011 à avril 2012, a marqué un effort tout particulier sur l'amélioration des modalités d'intégration de modules blindés dans un dispositif de protection face à une foule hostile. Devenue la menace principale sur ce théâtre d'opérations, cette dernière présente des caractéristiques multiples mais toujours marquées d'une relative imprévisibilité. Les schémas tactiques traditionnels ne suffisent ainsi plus car l'unité engagée dans un tel contexte se trouve écartelée entre deux logiques : celle du contrôle de foule (CF)[16] et potentiellement celle de l'action coercitive. Le caractère versatile d'un mouvement de foule justifie dès lors pleinement l'engagement d'éléments de cavalerie blindée au sein d'un dispositif interarmes (dans le cas présent, celui d'un peloton de cavalerie blindée (PCB) au sein d'un sous-groupement tactique interarmes (SGTIA) à dominante infanterie).

D'une attitude discrète et temporairement passive, un PCB offre une capacité de réaction rapide, voire brutale, parfaitement adaptée aux changements d'humeurs d'une foule hostile selon le schéma décrit ci-après. Pendant qu'un hélicoptère guide et renseigne, l'infanterie apporte sa maîtrise des techniques de CF complétée par la puissance du PCB. Le génie offre, pour sa part, un appui *via* la mise en œuvre de moyens spécifiques[17], les équipes cynotechniques agissent sous la forme d'interpellation et de dissuasion et les pompiers complètent efficacement le dispositif par l'action de leurs lances à eau.

Dans le cadre d'une telle intervention, deux temps se distinguent. Le premier est celui de la prise de contact. Le second, celui de l'action ou de la réaction, décidée ou imposée pour faire face à l'évolution de la situation. A chacune de ces étapes, le PCB, fort de ses capacités de choc et de feu, joue un rôle déterminant au profit de son SGTIA de rattachement.

Durant la phase de prise de contact, le PCB apporte sa mobilité (en employant en priorité les VBL) afin de renseigner sur la position exacte de la manifestation et d'en définir les contours. Agissant en coordination avec les moyens 3D, le peloton recueille des informations indispensables pour que le commandant d'unité puisse préserver ses sections et décider de leur posture avant de les démotoriser. Une fois la compagnie engagée en mode CF, et tant que la tension reste faible, le PCB est employé en second rideau. Les moyens d'observation des engins et la mobilité des VBL offrent une capacité de renseignement au plus loin ou sur les pourtours de la manifestation. Le peloton assure également la couverture du SGTIA sur un axe secondaire et interdit tout débordement ou renforcement de la foule. Durant cette phase de prise de contact, où chaque partie se jauge, l'engagement du PCB se doit d'être discret. En effet, il s'agit bien de laisser les fantassins mettre en œuvre les procédés de CF et de ne pas perturber leur action qui vise à maintenir la tension au niveau le plus faible.

---

[16] Procédé spécifique mis en œuvre par les unités d'infanterie et inspiré des méthodes de maintien de l'ordre de la gendarmerie.

[17] Une section de combat du génie peut mettre en œuvre le système déployable baptisé ZEBULON, constitué de barbelés et de plots bétonnés attachés à un container et permettant de fermer un axe dans des délais réduits.

A partir du moment où la situation s'aggrave (apparition d'armement, prise à partie de la Force, débordement du dispositif, blessés…), le peloton est engagé en première ligne pour donner le temps aux sections de se réarticuler et changer de posture. Son engagement au plus près de la foule devenue hostile n'a alors pas vocation à durer. Il s'agit de provoquer un choc auprès des manifestants afin que le commandant d'unité puisse conserver l'initiative et donner ses ordres de conduite. A cette fin, un PCB possède de multiples atouts et peut intervenir par le feu comme par le mouvement. Le blindage permet de s'exposer aux tirs ALI et offre une protection pour les sections débarquées. En complément de l'effet toujours très dissuasif des canons, l'armement coaxial et la précision des optiques des engins permettent une riposte ciblée et adaptée. L'action du peloton, même brutale, doit rester proportionnée à la menace et une gradation de la riposte demeure indispensable (se rendre visible, effectuer des bonds en avant, tirer les DREB, effectuer des tirs de sommation…). L'utilisation du tir canon doit, quant à elle, rester exceptionnelle (à l'encontre d'un véhicule bélier par exemple) et conditionnée par l'assurance de ne pas faire de dommages collatéraux.

Une telle réversibilité du SGTIA nécessite bien entendu de « driller » en amont les modalités de bascule entre chaque posture. La relève sur position des sections ou leur recueil par le peloton doit faire l'objet de mesures de coordination précises et rôdées afin d'éviter l'empilement inefficace des moyens, la perte de délais et l'aggravation de la situation. La rapidité de l'action conditionne l'effet de choc recherché.

En conclusion, même si la présence d'un élément de cavalerie blindée face à un mouvement de foule n'apparaît pas comme évidente de prime abord, elle s'avère pertinente pour renforcer l'action des troupes débarquées. Tant que la situation reste maîtrisée par le dispositif de CF, le PCB constitue les yeux et les oreilles de l'élément au contact. Si la manifestation bascule en agression, le PCB saura compléter efficacement la boîte à outils du commandant du SGTIA et lui offrir la possibilité de garder l'initiative et sa liberté d'action. *In fine*, l'interarmes intelligemment raisonnée demeurera toujours un vecteur de meilleure efficacité opérationnelle.

Capitaine Geoffroy Binnendijk
Commandant le 1er escadron du 4e Régiment de chasseurs

Retour

Aide à l'engagement :
un escadron dédié pour « façonner » l'ennemi en milieu difficile

Par-delà les légitimes interrogations relatives à leur nature et leur pérennité, la création des escadrons d'aide à l'engagement (EAE) se pose comme une formidable invitation à optimiser l'emploi d'un outil supplémentaire de production opérationnelle. Bien distinctes des escadrons d'éclairage et d'investigation quant à leur finalité, ces unités à vocation spécifique doivent ainsi être raisonnées en tant qu'escadrons blindés à part entière, entretenant les savoir faire roues-canon mais maîtrisant sur court préavis des compétences uniques, mobilisables de manière *ad hoc* au service d'un besoin tactique « sur mesure ».

Ce remaniement s'inscrit en premier lieu dans un cadre doctrinal, *via* l'ABC 35.311 qui décrit les caractéristiques complémentaires des moyens propres à l'EAE (canon de 20 mm, missiles MILAN et HOT, VBL et VAB) et fournit surtout une définition exhaustive de l'aide à l'engagement : « Actions menées au profit d'une unité tactique interarmes, visant à préparer son intervention, faciliter et consolider la réalisation de ses missions, et *in fine* contribuer à son désengagement ». Cet objectif ambitieux et singulier se rapproche du « *shaping* » anglo-saxon visant la synthèse délicate entre le renseignement (dans la profondeur ou à fin d'action), le contrôle efficace des intervalles, la conservation d'un élément manœuvrier et foudroyant (nécessitant des dispositions au franchissement et au combat débarqué) et le maintien d'une ligne de vie. Depuis plus d'un an, ce défi guide en filigrane la transformation de l'escadron de reconnaissance et d'intervention antichar du 4e Régiment de chasseurs en EAE. La formation technique, la préparation tactique en terrain exigeant et les contrôles de tir successifs de ses quatre pelotons permettent de tirer de nombreux enseignements initiaux et de dégager certaines pistes de réflexion.

Les divers entraînements menés dans les régions accidentées et montagneuses ont vite conduit à envisager de fructueuses interactions avec le groupe commando de montagne du régiment, désormais intégré à l'escadron et mobilisant à son profit ses qualifications dans les domaines du renseignement, de l'engagement débarqué et de l'aide au franchissement. De plus, les capacités propres de chacun des pelotons, mises en exergue par leurs excellents résultats lors des évaluations nationales, ne peuvent exprimer toute leur pertinence tactique et n'être démultipliées que si elles expriment leur pleine complémentarité au sein d'une manœuvre interarmes aboutie. Ainsi, tout en assurant sa sauvegarde (appui direct) et en couvrant de larges espaces (détection et capacité antichar longue portée), l'EAE porte en lui des aptitudes indéniables pour rapidement délimiter les contours de l'ennemi et résolument éprouver sa volonté par des feux subits et violents (postes MILAN) dans des zones montagneuses ou compartimentées. Au sein d'un groupement à dominante blindée, cette unité « à géométrie variable » permet de livrer à l'action décisive des sous-groupements roues-canon un adversaire affaibli et désorienté, dont la détermination est érodée et circonscrite par des harcèlements successifs.

En guise de conclusion, la concrétisation de ce format dédié pourra donc utilement être accompagnée de mesures capacitaires tout aussi prégnantes que celles qui ont conduit à sa création. L'adéquation des parcs d'entraînement (absence actuelle de VAB Mephisto au pôle Champagne), la mise en place de moyens de simulation HOT dans les régiments et une dotation en missiles autorisant une politique de tir plus ambitieuse pourront dès lors crédibiliser et instituer l'emploi des EAE dans la durée.

Capitaine Vincent Flore
CDEF, commandant l'EAE du 4e régiment de chasseurs de 2010 à 2012 Retour

Des cimes de Kapisa au massif du Dévoluy

2012 c'est, pour le 4e Régiment de chasseurs, la fin d'un long chapitre de 10 années de missions dans les vallées afghanes. 2012 c'est, pour le 4, le début d'un « retour aux fondamentaux et à la manœuvre » qui permettra au régiment de se préparer pour son alerte Guépard de 2013 et pour ses nombreuses projections programmées en 2014.
« Plein champ » sur un 4e Régiment de chasseurs, fort de ses atouts.

Ce qui caractérise avant tout le 4 aujourd'hui, c'est sa grande richesse opérationnelle. L'engagement répété en Afghanistan, en particulier en saison hivernale, concomitant de ses nombreuses projections africaines ou dans les Balkans a considérablement accru la maturité opérationnelle du régiment qui bénéficie désormais d'un socle d'aptitudes de très grande qualité. Un de ses défis actuels consiste donc à densifier ce socle afin de ne pas être un jour rangé dans la catégorie infamante des « rentiers opérationnels ». Son atout maître pour éviter ce redoutable travers, c'est sa spécificité. En effet, seule unité blindée de l'armée de Terre apte à combattre d'emblée dans la durée en terrain montagneux et/ou en condition de grand froid, le 4 doit entretenir avec pugnacité cette aptitude en forgeant corps et âmes des cadres et chasseurs au creuset d'un milieu abrasif qui sollicite beaucoup, aguerrit chacun et développe l'humilité, formidable levier de commandement et gage certain de maturité au combat. Au 4, cette aptitude est entretenue chaque année par l'obtention ou la confirmation de brevets particuliers[18] mais aussi par un travail régulier dans cet espace singulier qu'est la montagne. Par ailleurs, chaque fin d'année le 4 participe au remarquable exercice en terrain libre Cerces qui lui permet de manœuvrer puis de tirer dans l'espace enneigé du Grand champ de tir des Alpes. Enfin tous les deux ans, l'exercice otanien Cold Response engage le régiment dans des missions de reconnaissance en Norvège aux côtés des unités de la brigade et de nos alliés. Le caractère compartimenté des espaces montagneux développe ainsi l'esprit d'initiative, le sens du terrain ainsi que l'intégration interarmes déclinée jusqu'aux plus petits échelons de combat tactiques (patrouilles d'engin, détachements interarmes). Les jeunes cadres sont les premiers bénéficiaires de conditions d'emploi aussi exigeantes où l'accoutumance à évoluer dans les terrains montagneux leur permet finalement d'aborder avec confiance l'exercice de leur métier dans les conditions les plus difficiles et les environnements les plus incertains : zones urbanisées, contre-rébellion en zone semi-désertique…

La qualité de ces jeunes cadres, voilà ce qui correspond au deuxième trait caractéristique du régiment : une profonde richesse humaine. A ce titre, les cavaliers de montagne forment une communauté militaire particulièrement soudée, bien dans sa peau et mue pas la fierté d'appartenir à une brigade à la très forte identité. Esprit d'équipage et esprit de cordée se sont toujours parfaitement accordés pour délivrer un style de commandement bien équilibré, pétri de simplicité, d'exigence imposée par le milieu et de rigueur dans l'exercice quotidien du métier, sans oublier de profonde solidarité avec nos blessés notamment.
Les redoutables et nombreux rendez-vous que doivent affronter les cavaliers de montagne (tirs canons et missiles, passages en centres mais aussi stages montagne individuels à l'école militaire de haute montagne (EMHM) de Chamonix et camps spécifiques en milieu montagneux) permettent de nouer des liens de fraternité très forts, de jauger chacun en vérité, sans faux semblant, et avec une acuité particulière sur le caractère et sur les ressources morales du soldat.

[18] Brevet d'alpinisme militaire, brevet de skieur militaire, brevet de chef d'équipe haute montagne été et hiver, brevet d'initiateur militaire de ski et d'escalade, brevet de qualification des troupes de montagne été et hiver, brevet de chef de détachement haute montagne été et hiver…

C'est aussi en ancrant ses racines dans la double et glorieuse histoire du 4e Régiment de chasseurs et du 4e Régiment de chasseurs d'Afrique, que les hommes et les femmes du 4 regardent avec confiance vers l'avenir, forts d'un fier passé légué par leurs grands Anciens.

Enfin le 4 c'est aujourd'hui une unité qui bénéficie d'un environnement de travail à la fois idéal et envié. En effet, son chef cumule les responsabilités de chef de corps, de commandant de base de défense, de délégué militaire départemental et de commandant d'armes, ce qui permet de bénéficier d'une capacités de synthèse et d'arbitrage efficace à la confluence des contraintes et directives de la chaîne des forces terrestre, de l'organisation interarmées du soutien (OIAS) et de l'organisation territoriale interarmées de défense (OTIAD). Ce « multi casquettage » est loué par les interlocuteurs locaux qui identifient clairement un responsable militaire au sein d'une organisation Défense devenue un tantinet compliquée y compris pour le représentant de l'Etat au sein du département !
Dans une ville d'un peu plus de 40 000 habitants, les élus locaux sont d'ailleurs très bienveillants et attentifs à l'égard de cette communauté de Défense de quelques 1200 âmes, qui s'affirme comme le troisième contributeur du département en masse salariale et qui fêtera l'an prochain ses trente ans de présence régimentaire dans le Gapençais.
L'environnement favorable, c'est enfin une proximité avec les différents corps de la brigade et un espace de préparation opérationnelle décentralisée qui permet en structure interarmes soit d'évoluer en milieu montagneux (à partir du poste militaire de montagne de SuperDévoluy), soit de s'entraîner en milieu plus ouvert en descendant la large et superbe vallée de la Durance aux nombreux balcons de tir et d'observation chers aux missiliers et aux tireurs d'engins blindés.

Certes, dans cette période de vaste réforme, il serait vain de mésestimer les nombreux défis opérationnels et organiques à relever : Guépard numérisé, consolidation des ressources humaines, disponibilité des engins blindés, rationalisation des soutiens, lutte contre la suradministration, déploiements de nombreux systèmes d'information… Les cavaliers de montagne affrontent ces difficultés comme tout un chacun. C'est cependant forts de leurs atouts et sur un rythme plus proche du trot enlevé du cavalier que du pas lent du montagnard qu'ils s'apprêtent à manœuvrer par des chemins escarpés pour franchir la crête suivante afin de fondre sur le prochain objectif qui les attend… et les redoute.

Colonel Hervé de Courrèges
Chef de corps du 4e Régiment de chasseurs Retour